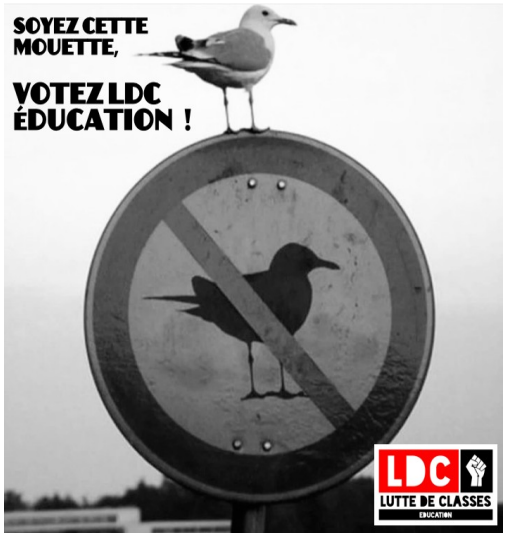
Union des syndicats Lutte de Classes (U-LDC)
La Capsule, 21 rue Boucher de Perthes, 38000 Grenoble
contact@u-ldc.org
https://u-ldc.org

LDC Hauts-de-France syndicat@ldc-hdf.org
https://ldc-hdf.org

Élections professionnelles décembre 2026

CONTRE LA CASSE, LA LUTTE DES CLASSES



Le service public d'éducation – comme tout le secteur public – est mis en pièces au profit des plus riches, de l'industrie et de l'armement, capitalisme oblige ! Il est sommé de s'adapter à l'austérité budgétaire sous le prétexte d'un effort prétendument collectif pour maintenir à flot la France. Mais cet effort est payé par les personnels et les élèves, à coup de suppression de postes et de dégradation des conditions de travail.

Suppressions de postes : l'académie de Lille palme d'or !

A la rentrée 2026 notre académie a perdu plus de postes que toutes les autres, malgré les difficultés scolaires et sociales de nos territoires. Moins de classes et classes surchargées, épuisement des collègues, dont beaucoup, découragé·e·s veulent quitter le métier. Comment vouloir poursuivre lorsqu'on est contraint·e à l'arrêt de travail pour burn-out, ou au temps partiel pour tenir ? Et combien de collègues tiennent parce qu'ils/elles savent qu'ils/elles ne seront pas remplacé·e·s ?

Tous les personnels sont concernés, titulaires et contractuel·le·s, personnels de santé, sociaux, techniques, d'administration, de vie scolaire et d'enseignement. C'est toutes et tous ensemble qu'il nous faut lutter !

Conditions de travail : entre bâti vétuste et canicule

Les épisodes de canicule ont révélé à tous l'état pitoyable du bâti scolaire. Mais personnels et élèves ont eu beau tirer la langue, le gouvernement s'est défaussé, après avoir réduit la dotation au Fonds vert et au plan EduRénov de la Banque des territoires.

Nous refusons de nous résoudre à des lieux de travail qui mettent en jeu notre santé, et contribuent à la mise à mal de la planète. Mais pour le gouvernement l'économie ultra-libérale compte davantage que le bien-être des usagers et des personnels et la sauvegarde de la planète, et c'est inacceptable !

Le piège du numérique : surcharge de travail et piratage de données

Sous couvert de rationalisation et de progrès le numérique envahit tout et participe d'une organisation qui nous fait violence. Contrairement à ce que veut nous faire croire un management faussement bienveillant, il augmente notre charge de travail, détruit nos métiers, notre capacité à réfléchir, et encourage la passivité, l'isolement et l'impuissance.

Les personnels ont dû pallier les dysfonctionnement dus au piratage de 2026, en dépit d'une communication rectorale déficiente. Quand le gouvernement choisit de payer Microsoft pour des systèmes inefficaces (en remplacement de Kwartz, inattaquable), il se moque bien des fuites de nos données et de nos conditions de travail.

AED, AESH, contractuel·le·s : les nouveaux serfs

Manque de postes, de remplacements ? Qu'à cela ne tienne, les contractuel·le·s sont là (en février 2026 l'académie de Lille comptait 2419 enseignant·e·s et CPE contractuel·le·s) ! Moins payé·e·s et moins formé·e·s que les titulaires, ils et elles sont aussi révocables à merci, lorsque des postes sont supprimés, ou qu'ils et elles arriveraient au bout des six années qui leur permettraient d'être CDIsé·e·s. Et que dire des contractuel·le·s étranger·ère·s que l'on emploie tout en leur refusant l'accès aux concours de titularisation ?

Les AED, indispensables, en première ligne de la vie scolaire, essuyant parfois les insultes et les actes de violence, attendent toujours d'avoir une grille de rémunération et sont toujours à l'indice plancher.

Notre académie manque d'AESH : dans le Pas-de-Calais à la rentrée il en manquait plus de 300 pour les élèves notifiés. Difficile de travailler dans ces conditions : peut-on accepter que ces personnels n'aient pas le statut de fonctionnaire, d'autant plus que beaucoup sont à temps partiel contraint avec un salaire très faible, et dans un contexte où l'inflation et les prix de l'énergie et des carburants augmentent drastiquement ?

« T'as pas de fac, va dans l'armée ! » : le tri social organisé

Nous dénonçons Parcourssup, instrument de tri social. La dernière « moulinette » a laissé des centaines de jeunes bachelier·e·s sans offre de formation universitaire qui corresponde à leurs vœux. Parallèlement le gouvernement organise l'embrigadement de la jeunesse à grands renforts de classes engagées, d'enseignement obligatoire « à la défense nationale et à la sécurité globale » ou de nouveau service militaire. Chair à patron, chair à canon, le capitalisme ne fait pas dans le détail puisque la guerre est un marché !

Alors que faire ?

Nous refusons de laisser cette dégradation se poursuivre. Nous militons pour une société et une école émancipatrice et égalitaire, et au quotidien pour l'amélioration des conditions de travail, contre l'arbitraire de la hiérarchie et les réformes destructrices du service public. Nous ne nous présentons pas aux élections pour négocier gentiment avec le rectorat. Nous ne croyons pas au « dialogue social ». Nous refusons la bureaucratisation des « experts » syndicaux.

Nous croyons au rapport de classe, à la grève reconductible, qui ne se construit pas dans les bureaux ou avec des grèves perlées déconnectées de la base, au collectif et à l'unité qui se construit sur les lieux de travail. Reprenons en charge ensemble la défense de nos intérêts !

Contre tout, POUR tout autre chose

- Contre le financement public de l'école privée, et la privatisation des services publics
- Contre la militarisation de la société
- Contre la numérisation de nos vies

- **POUR l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des moyens pour l'éducation**
- **POUR la réduction du temps de travail et le départ à la retraite à 60 ans**
- **POUR la création de postes de titulaires dans tous les services**
- **POUR la titularisation de tous les précaires et un statut de fonctionnaire pour les AESH**
- **POUR une rénovation du bâti scolaire afin de répondre aux défis climatiques**

VOTEZ ET FAITES VOTER
LUTTE DE CLASSES ÉDUCATION